

RAPPORT D ORIENTATION DU 12 EME CONGRES DE LA CGTM

24 et 25 octobre 2008

Au François

Préambule

La CGTM est un syndicat qui défend les intérêts matériels et moraux des salariés de Martinique. Cependant, la Martinique n'est pas coupée du monde extérieur.

Les problèmes économiques mondiaux ont leurs répercussions ici. Ce qui se passe dans le monde, et spécialement en France avec qui nous avons des liens économiques et politiques particuliers, a des effets importants sur notre vie de travailleurs et sur notre avenir.

Pour orienter notre action syndicale de façon juste, il est indispensable de bien comprendre la situation sur le terrain où nous agissons, celui de Martinique, mais il est aussi nécessaire regarder vers l'extérieur, vers l'ensemble capitaliste international, pour en comprendre l'état et saisir l'importance des variations et changements en cours.

*C'est pourquoi, **le contexte international, français, et martiniquais dans lequel se prépare ce 12^{me} Congrès de la CGTM nous guidera donc pour déterminer quelle orientation nous devons nous fixer pour la période à venir.***

I Contexte général actuel

1- Sur le plan international, la domination et l'arrogance de la classe exploiteuse à l'échelle mondiale est flagrante. Les riches exhibent sans vergogne aux yeux de toute l'étendue de leur richesse et de leur puissance !

Un seul exemple : en 2007, la rémunération des grands patrons des entreprises du CAC 40 a connu 58% de hausse.

NB : Les 40 premières entreprises cotées en bourse (CAC 40) ou leurs filiales, sont pour la plupart en relation avec les entreprises de Martinique.

Quelques exemples : Total, Carrefour, France Télécom, Casino, Danone, Vinci, L'Oréal, Lafarge, ou autres AGF et Axa (assurances) ACCOR, NOVOTEL, AIR LIQUIDE, BNP, Crédit Agricole, Peugeot, Renault, Société Générale, Véolia.

2 – Le contexte économique international est marqué par une hausse démesurée des prix des matières premières et notamment des denrées alimentaires.

Aujourd'hui, près de 37 pays dans le monde, selon la FAO (Food and Agriculture Organisation, organisation des Nations unies pour l'alimentation), la plupart sous-développés ou dits « en développement » sont victimes de la pénurie d'aliments ou de difficultés d'approvisionnement ou d'achat pour leur population, à cause des prix élevés des aliments de première nécessité.

Cette hausse brutale des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers importés due notamment, à la spéculation effrénée des gros spéculateurs capitalistes sur l'alimentaire et les matières premières.

Ces mêmes capitalistes, qui spéculaient dans l'immobilier et ont provoqué la crise des «subprimes», ont aujourd'hui investi massivement dans les matières premières et l'agro-alimentaire. Ce faisant, ils provoquent la montée vertigineuse des prix des produits alimentaires à l'échelle mondiale.

Aujourd'hui, selon divers experts de l'alimentation et des problèmes de famine, le risque existe que, dans les deux ou trois ans à venir, plus **d'un milliard** d'êtres humains souffriront de la faim et beaucoup en mourront !

Cette situation alimentaire est préoccupante mais elle n'est pas surprenante ; elle est tout à fait conforme à la nature de ce système, c'est le fidèle reflet d'une société dont la règle primordiale est la recherche du profit maximum.

Ce sont les mêmes trusts qui contrôlent le commerce mondial de céréales, des produits agricoles et alimentaires, qui depuis des dizaines d'années ont aussi imposé la disparition des cultures vivrières dans les pays pauvres pour les remplacer par des cultures d'exportation !

Et, aujourd'hui cela va encore plus loin, on est en train de prendre ce qui sert d'aliments (céréales, soja, cannes,..) pour en faire du carburant, car vu la montée en flèche voulu par les producteurs, du prix du baril de pétrole, cet «agro carburant» devient rentable et permettra des profits importants

Qu'importe aux spéculateurs, aux «investisseurs» si cela se fait au mépris de la vie d'êtres humains

Une situation qui affecte des pays de la Caraïbe

Ainsi, début Avril 2008, après la ville des Cayes, plusieurs autres villes d'Haïti et particulièrement la capitale Port au Prince, ont connu des premières révoltes de la faim.

3- Le contexte économique international est aussi aujourd'hui marqué par une grave crise financière commencée aux Etats-Unis avec la crise dite des « subprimes ». on a vu s'effondrer le secteur de l'immobilier aux USA, puis en Espagne et en Angleterre. En effet, les organismes bancaires et financiers ont mené une politique d'investissement effrénée qui a abouti à des faillites en cascade, car les propriétaires de maisons se révélèrent incapables de faire face à leurs dettes.

Cela a conduit également au bord de la faillite de grandes banques qui furent sauvées par l'intervention des Etats qui injectèrent l'argent nécessaire (des centaines de milliards de dollars ou d'euros !). Mais tout cela menace de provoquer une crise dans l'ensemble du système bancaire et financier mondiaux.

4- La première conséquence, c'est le ralentissement de la croissance, donc des investissements productifs et une tendance à moins d'embauche et à la multiplication des « plans sociaux ».

5- En guise de conclusion sur la situation générale

Ainsi la « **mondialisation** », avec ses injustices, ses crises et ses méfaits, **c'est tout simplement le système capitaliste avec son mode d'existence habituel..** Aujourd'hui, il est secoué de crises à répétition depuis trente ans et expose tous ses traits néfastes, cyniques et dangereux.

Nos intérêts à nous salariés sont à l'opposé de ceux qui sont les dirigeants et profiteurs d'un tel système.

Si nous ne voulons pas devenir les victimes consentantes de cette situation qui s'aggrave,

- 1- C'est à nous travailleurs qu'il incombe de fournir une perspective d'avenir face à un tel système dévastateur.
- 2- C'est d'abord à nous salariés de prendre la tête des mouvements et des luttes destinées à créer de meilleures conditions d'existence pour l'ensemble de la société.

C'est bien pourquoi, il dépend de nous, de nos actions, ici en Martinique comme ailleurs, que le fruit du travail de centaines de milliers de travailleurs ici comme de millions de salariés dans le monde, soit avant tout destiné à l'amélioration de notre sort, de notre cadre de vie (logements, services publics, notamment Santé, Education), de nos conditions de travail (salaires, horaires, cadences de travail...). Et non à enrichir une minorité de spéculateurs, de financiers qui aujourd'hui provoquent des famines et menacent le monde de s'enfoncer dans une grave crise économique.

II - La politique anti-populaire du gouvernement français

1 – Généralités

Le contexte économique français est marqué par la crise financière. La plupart des entreprises sont liées à des groupes français ou internationaux. Le fait qu'une entreprise soit la propriété ou confiée à la gestion de capitalistes locaux n'empêche pas ces entreprises d'être liées et même dépendantes de ces groupes extérieurs.

2 - Les subventions aux grands groupes capitalistes creusent le déficit budgétaire

L'Etat est ouvertement au service des grands groupes français, européens ou mondiaux. Il bouche les trous causés par les pertes financières de leurs crises dues à

leur voracité à faire des profits faciles. Des centaines de milliards ont été versés par les banques centrales pour une perte évaluée à près entre 1000 et 3000 Milliards de dollars !

Les **dérogations de charges patronales** (subvention aux patrons !) augmentent les déficits de la Sécurité sociale, les **abaissements d'impôts** pour les hauts revenus (« paquet fiscal »), les **défiscalisations** ici, tout cela alimente les déficits de l'état.

3 - Les attaques contre les salariés actifs, chômeurs ou retraités se précisent

L'action gouvernementale est menée au détriment des salariés et des couches les plus démunies de la population. Enlever aux moins riches pour donner aux nantis : c'est le but du plan d'économie et de rigueur du gouvernement !

Pour continuer à subventionner le grand patronat, l'Etat a cherché de l'argent. Il se retourne alors vers les travailleurs et les masses populaires en disant « Les caisses sont vides » !

C'est pourquoi l'Etat rogne sur ce qui va aux couches populaires.

- réduction des investissements publics
- réduction du nombre de fonctionnaires
- blocage des salaires des fonctionnaires,
- baisse des minima sociaux,
- baisse des prestations des organismes sociaux.

C'est sur le dos de toute la population laborieuse, que s'établit la rigueur et que se font les économies.

4 - Divers aspects de cette politique de rigueur masquée et les conséquences directes en Martinique

4 - 1 - Restrictions généralisées pour les salariés

- Suppression de dizaines de milliers d'emplois, dans l'enseignement, la santé, dans le logement et dans les équipements et administrations publics.

En Martinique pour la seule année 2008 :

- enseignement : une centaine de licenciements.
- impôt : pas de licenciement mais de nombreux reclassement du personnel

Même les choix les plus critiquables tels que les « aides à l'emploi », sont revues à la baisse.

- Réduction des « aides à l'emploi ».

En Martinique, arrêt des contrats emplois aidés dans la Santé, dans l'enseignement...

4 – 2- Restrictions sur les services publics

Bien qu'officiallement, le gouvernement n'emploie pas le terme de « plan de rigueur »,

- 30 milliards d'euros d'économies sur les finances publiques sur trois ans : c'est le chiffre annoncé par les ministres!
 - Dont 5 milliards d'économies sont annoncés sur le budget de la Sécurité sociale par l'intermédiaire du **déremboursement de médicaments, de divers soins ou la chasse aux arrêts de travail.**

Cette politique de chasse aux arrêts maladie est mise en œuvre aussi en Martinique.

- **7 milliards supplémentaires** avec le plan RGPP (révision générale des politiques publiques) 166 mesures de restriction (dont la fusion de certains services de l'Etat - Impôt, ANPE...) annoncé par Sarkozy en mai 2008.

-Dans les Collectivités Territoriales, l'Etat annonce ouvertement n'accorder son aide (DGF), qu'aux municipalités qui mettront en place des politiques de suppression d'emplois !

4 – 3 Un montant des subventions annuelles au patronat qui ne diminue pas

C'est au moins **100 milliards d'euros, qui ont été donnés en subventions de toutes sortes**, en particulier aux patrons des plus grandes entreprises du pays.

En plus il y a la diminution des rentrées fiscales qui ne profite qu'aux plus riches.

Voilà l'origine **des 42 milliards du déficit budgétaire prévu pour l'année 2008.**

Le trou de la Sécurité sociale, est annoncé à 9 milliards ! Pourtant, il suffirait de supprimer les dégrèvements de cotisations sociales au bénéfice des entreprises, cadeau qui se montera à 27 milliards d'euros en 2007, pour faire disparaître le trou !

En Martinique, le dégrèvement fait aux des entreprises est colossale.

Alors qu'en France le pourcentage des exonérations s'élève à **8,6%** en Martinique les entreprises profite d'un taux pour différentes mesures de **23,8%** ce qui fait un total de plus de 300 millions d'euros d'exonération sociale.

Quand on sait qu'à cela s'ajoute des sommes considérables concernant les « emplois aidés » ou encore les cotisations non payées (montant cumulé de plus de 680 millions d'euros).

Mais ce gouvernement ne remet pas en cause les aides de toute nature aux entreprises pour combler le trou du budget, ni arrêter les dégrèvements de cotisations sociales aux patrons pour combler le déficit de la Sécurité sociale.

Au contraire, il continue à faire cadeaux sur cadeaux aux possédants.

Alors, pourquoi nous salariés accepterions que le gouvernement s'en prenne à nous et aux classes populaires pour garantir la richesse de la classe possédante qui n'investit pas dans la production, qui arrondit ses richesses dans les spéculations ?

5 - Des réformes pour répondre aux souhaits du patronat et qui aggravent les conditions de vie des masses laborieuses

5 - 1 Attaque contre les chômeurs

- renforcement des sanctions contre les chômeurs pour les obliger à accepter des salaires plus bas, tout ceci dans le but de réduire puis supprimer les indemnités de chômage. Cela exercera évidemment une pression en baisse sur les salaires de tous les travailleurs.

5 - 2 Suppression des dispenses de recherche d'emploi pour les salariés de plus de 57 ans.

Évidemment les travailleurs trop âgés ne retrouveront pas d'emploi. Sauf en acceptant des salaires très bas !

Sarkozy et Fillon savent que de telles mesures ne changeront rien au niveau du chômage. Mais ce n'est pas leur souci ! Ils veulent uniquement répondre aux souhaits du patronat qui veut une main d'oeuvre à bas salaires et à des conditions de vie et travail misérables.

Le patronat, est donc très satisfait de la politique actuelle !

5 - 3 Remise en cause de la loi actuelle sur l'augmentation du SMIC :

La loi actuelle dit que lorsque l'inflation annuelle dépasse les 2 %, le SMIC doit être automatiquement réévalué.

Ce n'est qu'une goutte dans la masse des profits patronaux. C'est pourtant encore trop pour eux ! Ils rechignent et pleurnichent !

Selon le nouveau calcul du SMIC, l'augmentation se ferait uniquement une fois par an, le 1er janvier, elle ne serait plus liée à la hausse des prix, ni à celle du salaire ouvrier moyen, mais déterminée par un « comité d'experts ».

5 - 4 A propos des salaires et du pouvoir d'achat : refus par le gouvernement et le patronat de toute indexation des salaires contre la hausse des prix!

Depuis le début de l'année 2008, on a beaucoup parlé de la hausse des prix dans les magasins et super marchés. L'inflation est repartie dans le monde entier ; ce qui a, pour conséquences d'aggraver le coût de la vie.

Pour les riches cela n'a pas grande importance mais pour les salariés c'est grave et cela pèse sur leur niveau de vie.

Pour les plus démunis, c'est carrément la misère profonde qui les guette et pour les autres la gêne, les difficultés qui vont peser sur tous les aspects de leur vie : nourriture, éducation de enfants, logements difficiles, transport de plus en plus chers. etc...

Et ce n'est bien sûr pas la signature en juin dernier d'une chartre sur le pouvoir d'achat entre la ministre de l'intérieur et les patrons de la grande distribution qui change en rien cette situation.

Le patronat est évidemment opposé à l'indexation des salaires sur la hausse du coût de la vie.

En Martinique, le dernier exemple en date, c'est l'attitude de blocage des patrons face à la demande des ouvriers agricoles d'appliquer la loi-Sarkosi sur le pouvoir d'achat permettant le versement d'une prime pouvant aller jusqu'à 1000€ en mai 2008.

Mais tous ces gens-là ne disent rien contre la spéculation financière débridée et les hausses des matières premières qu'elle entraîne. C'est pourtant une des raisons de l'inflation.

Contre l'inflation, la hausse incessante des prix, nous salariés devons nous battre pour obtenir l'indexation des salaires sur les prix des marchandises courantes et sur ceux des services courants (transports par exemple)

Pour cela, ne nous laissons pas convaincre ou impressionner par les arguments malhonnêtes de ces gens-là : donnons-nous les moyens d'imposer que nos salaires augmentent quand les prix montent !

5 – 5 Réforme sur les heures supplémentaires !

Là aussi la politique du gouvernement est faite d'annonces ronflantes et de slogans trompeurs « travailler plus pour gagner plus ».

C'est une mesure sans effet sur l'économie, et sans effet, globalement, sur le pouvoir d'achat des salariés, sans grand effet même sur ceux qui font des heures supplémentaires.

Un smicard qui faisait quatre heures supplémentaires par mois gagne aujourd'hui, entre 11 et 15 euros net mensuels de plus selon la nature de l'entreprise ! Pas de quoi augmenter vraiment son « pouvoir d'achat » !

Il faudra se battre pour arracher de vraies hausses des salaires.

5 – 6 Des réformes sur le logement !

Les mesures annoncées Christine Boutin, ministre du Logement, les «maisons à 15 euros» sont de la poudre aux yeux pour masquer la pénurie de logements locatifs.

Pénurie qui est en grande partie due au désengagement de l'Etat dans la question du logement social !

En Martinique, il y a entre 8000 et 9000 demandes de logements sociaux par an. Pour faire face à cette situation, le gouvernement avait l'intention de lier la question du logement social à la nouvelle loi-programme et à la défiscalisation du logement social. Et le secrétaire d'Etat Jégo prétend mobiliser les maires, le préfet et les patrons pour la construction de plus de 1000 logements sociaux par an. Face au tollé des patrons du bâtiment qui estimaient eux que le plafonnement de la défiscalisation détournerait les investisseurs et les mettraient en difficulté, le gouvernement n'a pas pris de décisions. Il n'a surtout pas décidé de mettre les moyens nécessaires pour construire ces logements.. C'est dire que les promesses de l'Etat risquent de rester sans effet une fois de plus.

Lutter pour que les travailleurs disposent de bons logements pas chers, cela fait partie des préoccupations syndicales ! Notre syndicat devra s'investir et engager des luttes avec tous les salariés et leur famille pour contraindre l'Etat à reprendre une véritable politique de construction de logements sociaux !

5 – 7 Economie sur la santé des assurés

Le gouvernement est décidé à faire des « économies » sur le dos des assurés, de racketter la population. On a déjà eu : le déremboursement de nombreux médicaments, l'instauration des franchises médicales, chaque pas nous rapproche d'une dégradation volontaire et programmée de la santé publique par le gouvernement et même d'un démantèlement de la Sécurité Sociale.

5 – 8 Un Revenu de Solidarité Active monnayé avec l'argent des pauvres

Le RSA (revenu de solidarité active) fut proposé par Martin Hirsch, haut commissaire aux Solidarités actives. Voté en août 2007, le RSA est à l'essai dans 34 départements et devait être généralisé à tout le pays. Le RSA prévoit pour l'allocataire d'un minimum social, RMI ou bénéficiaire de allocation de parent isolé, par exemple, une augmentation de ses revenus s'il retrouve un travail.

Ce qui éviterait qu'un chômeur retournant au travail, perde, en même temps que les minima sociaux, le bénéfice d'aides comme la CMU (couverture maladie universelle), l'allocation chômage ou la gratuité des transports (en France !). Ce qui fait qu'il gagne alors moins en travaillant que ce qu'il ne touchait en étant au chômage.

Cela devrait coûter environ dans les 3 Milliards.

Mais Sarkozy a réduit le projet, il a déclaré : « L'idée du RSA est extrêmement intéressante... mais il faut la calibrer en fonction de nos disponibilités financières. » !

On ne parle plus que de 1,5 Mrds et le reste sera pris sur la « prime pour l'emploi » accordée aux travailleurs, imposables ou non, les moins payés : donc ce sont les pauvres qui doivent aider les pauvres ! Quant aux riches ils continueront de bénéficier

d'allègements fiscaux importants, de dégrèvement de charges etc. soit des dizaines de milliards de cadeaux !

5-9 L'attaque sur la durée hebdomadaire légale de travail

Le gouvernement a déjà remis en cause les 35h en portant le quota légal d'heures supplémentaires sans autorisation de l'Inspecteur du Travail à 180h. Il renchérit en subordonnant la durée hebdomadaire de travail à une négociation par entreprise voire par salarié embauché. Si le contrat conclu stipule que la durée de travail est de 40h ou de 45h, vous ne serez payé en heure supplémentaire qu'au-delà de 40h ou de 45h.

Voilà quelques unes des réformes réalisées ou prévues par l'actuel gouvernement qui aggravent la situation sociale pour la majorité des salariés.

AVOIR UNE CGTM FORTE, VIVANTE, SOUCIEUSE DE SON ROLE, CAPABLE DE S'APPUYER SUR SON IMPLANTATION POUR CONTRIBUER A LA PREPARATION D'UNE CONTRE OFFENSIVE DU MONDE DU TRAVAIL

La situation actuelle du monde du travail à la Martinique c'est-à-dire des salariés, des chômeurs et des retraités est conditionnée par le rapport des forces à l'échelle de la Martinique, de la France et aussi du monde.

Notre classe, la classe des travailleurs salariés subit depuis de nombreuses années des attaques des différents gouvernements qui se sont succédés et du patronat, sans qu'elle n'ait pu riposter.

La conséquence majeure, c'est que les dirigeants politiques et économiques ont le rapport des forces en leur faveur. Ils en profitent pour nous attaquer sur tous les fronts (salaire, emploi, protection sociale, transport, logement).

Cela durera jusqu'à ce qu'une volonté acharnée de lutter, s'exprime dans un secteur et se répande rapidement pour dire NON à ces attaques et exiger notre dû.

La situation actuelle du monde du travail, si elle est difficile, n'est nullement désespérée. En effet, ce sont les travailleurs salariés qui créent des richesses et permettent aux Hayot, Simonet, Aubéry et consorts de s'enrichir, ce sont eux qui permettent aux dirigeants de trusts importants de faire des bénéfices

extravagants et ce sont eux qui, par leur travail remplissent les comptes de ces messieurs et dames de sommes colossales.

Alors dans cette classe de prolétaires, il y a lieu qu'un nombre plus conséquent ait confiance dans leur capacité à agir, ait la clairvoyance de leur force dans la production de biens et de services pour contribuer à modifier l'état d'esprit d'une fraction suffisamment importante de travailleurs et qu'ils aient la volonté de se battre.

Le problème est essentiellement à ce niveau. Car dans les entreprises privées (Commerce, Agriculture, Bâtiment, Nettoyage, Transport, Port, Electricité, Eau...) comme dans les entreprises publiques il est demandé sans cesse aux travailleurs de produire plus, de travailler plus avec un effectif moindre et pour un salaire indécent.

Partout s'exerce des pressions sur les absences, sur la maladie, sur les cadences... Partout on note un accroissement des Accidents du Travail et Maladies Professionnelles, partout on licencie ou on ne remplace pas ceux qui partent à la retraite. Partout on nous fait de la morale et son s'évertue à nous faire croire que notre sort sera différent si nous nous impliquons plus dans le travail et cherchons à atteindre des objectifs fixés avec l'encadrement intermédiaire mais dont les limites supérieures sont dictées par les Cadres dirigeants.

Partout on nous divise grossièrement en pointant du doigt certaines corporations qui ont un accord plus avantageux, pour nous faire croire que c'est cela qui est la cause de déficit... voire des difficultés dans certaines Caisses.

Tout cela est martelé dans la conscience collective de milliers de travailleurs, et malheureusement tout cela a de l'effet sur bon nombre de travailleurs et de petites gens.

Pourtant, la société capitaliste n'a jamais été aussi riche qu'elle l'est aujourd'hui. Depuis plusieurs années on note un accroissement constant des bénéfices des 40 sociétés les plus cotées en Bourse.

Les profits de ces sociétés ont atteint plus de 100 milliards d'Euro en 2007. A côté de cela le gouvernement a exonéré les entreprises de plus 20 milliards de cotisations.

Au début de son mandat, le gouvernement Fillon/Sarkosy a accordé 15 milliards d'Euro de bouclier fiscal. Les dirigeants économiques du monde capitaliste étouffent de richesses et sont en permanence à la recherche de profits rapides sans lien avec la production de biens.

Ils spéculent sur l'immobilier, dans l'agroalimentaire et sur l'énergie. Dans cette course au profit par la spéculation, Il se produit des couacs qui créent la panique et mettent les banques qui sont aussi dans la spéculation en rupture de paiement...Et voilà les gouvernements Américains et les dirigeants Européens viennent à la rescousse de ces banques en faillite pour sauver le régime. Les sommes débloquées sont immenses.

Il faut nettement moins que cela pour construire des logements décents, pour donner des salaires décents, pour développer des services publics, pour former et embaucher les milliers de personnes qui manquent à ces établissements.

De plus les gouvernements des différents pays européens comme ceux des USA qui sont au service des capitalistes, ont choisi de mobiliser les deniers publics pour soutenir, subventionner, aider les capitalistes.

Ils aussi choisi de procéder à des économies drastiques dans les Services Publics, de réduire sur tout ce qui entre dans la protection sociale.

Quel que soit le secteur économique c'est la même rengaine, quant on est salarié on est attaqué dans tout ce qui entre dans notre vie quotidienne par le patronat et le gouvernement. Quand on est capitaliste on est servi par le gouvernement, on bénéficie de tout l'appareil d'état et on s'enrichit régulièrement de l'exploitation des salariés.

La fraction avertie du monde du travail et dans cette fraction, l'avant-garde cégétiste doit prendre la mesure de sa force, de son rôle. Il est temps qu'elle fasse preuve de courage, d'esprit d'initiative, de volonté de vaincre et de combattre pour gagner à ses idées, à sa manière de faire des dizaines de jeunes travailleurs.

La multitude des attaques va inexorablement conduire à des révoltes, à des coups de colère.

Pour que celles-ci puissent bénéficier aux exploités, ils ont besoin dans leurs rangs de travailleurs aguerris, conscients de leur force et des forces ennemies.

Le rôle de la CGTM, syndicat majoritaire qui a des élus dans les principaux secteurs de l'économie, c'est d'être l'organisation de lutte des travailleurs.

Changer le rapport des forces nécessite que notre organisation se renforce et se qualifie. Cela nécessite que les plus formés, les plus aguerris continuent à s'investir pour apporter leur connaissance, leur savoir faire, leurs analyses, leur

compétence à ceux et celles qui veulent mieux comprendre la société actuelle et son système barbare pour mieux le combattre.

Différents courants politiques ayant des élus avancent des projets économiques pour développer la Martinique sans poser le problème de la propriété privée du grand commerce, de l'agriculture, des banques. Que cela soit l'agenda 21, le SMDE ou le projet de Biodiversité, il n'y aura aucun développement économique soucieux des intérêts et des besoins de la population laborieuse sans bouleversement de cette propriété privée des grands moyens de production et du chemin qui doit y conduire. Et les dirigeants des différentes collectivités qu'elles soient séparées ou qu'ils arrivent à construire une assemblée unique, cela ne remettra pas en cause la propriété privée capitaliste.

C'est l'existence de cette propriété qui met les possédants en position de dominants et leur permet régulièrement de s'accaparer des richesses produites par les salariés. Quand la CGTM affirme dans ses statuts qu'elle est pour l'abolition de l'exploitation capitaliste et pour le socialisme, cela veut dire aussi qu'elle est pour la suppression de cette propriété privée capitaliste qui monopolise les biens de la société, et qu'elle se détermine pour une autre répartition des richesses produites par les salariés de sorte que cela profitent à la collectivité et non à une minorité de propriétaires.

Au regard de toutes ces richesses créées ici comme en France, chacun comprend que pour vivre mieux, pour vivre au 21^{ème} siècle et bénéficier de toutes les avancées de la technologie, de la médecine, des sciences en général, ce ne sont pas les richesses qui font défaut mais c'est la répartition injuste de ces richesses.

Alors préparer la contre offensive du monde du travail exige des cégétistes cette compréhension mais également exige aussi qu'ils se positionnent à une échelle beaucoup plus large que leur entreprise, à l'échelle de la Martinique. C'est dans cette perspective que nous devons situer nos différents combats pour renforcer le rapport de forces.

AMELIORER NOTRE FONCTIONNEMENT POUR ETRE A LA HAUTEUR D'UN SYNDICAT DE LUTTE

Le Syndicat est l'organisation de défense et de lutte des salariés.

Face à la politique de destruction sociale généralisée menée par le gouvernement et le patronat, les structures de la CGTM aussi bien au niveau de

l'entreprise sur le plan local et sur le plan régional doivent être au service des salariés syndiqués et des travailleurs en général, pour construire les rapports de force nécessaires, pour faire plier, céder, reculer le patronat et le gouvernement.

Si le patronat et le gouvernement à sa solde est le véritable maître de l'économie, le patronat sans les mains des salariés, ne peut s'enrichir.

Les salariés sont partout dans l'économie. Potentiellement notre classe sociale a la force de bloquer le fonctionnement de tout le système en place. La CGTM est implantée dans bon nombre de secteurs. C'est dire que potentiellement également, la CGTM qui est l'organisation syndicale majoritaire en Martinique peut et doit jouer un rôle important dans la construction d'un rapport de force favorable aux travailleurs de l'entreprise, du secteur de la Région.

C'est parce que nous sommes contre l'injustice et l'exploitation que nous nous sommes syndiqués. C'est aussi parce nous avons la conviction que face au patron c'est l'organisation des travailleurs qui a du poids que nous avons une section syndicale, un syndicat, une chambre syndicale, une confédération. Mais c'est aussi parce que nous avons la certitude que c'est par la lutte que nous améliorerons et changerons notre sort que nous sommes à la CGTM.

C'est pour tout cela qu'il y a lieu de s'assurer du fonctionnement de l'ensemble de nos instances ! Oui ! Nous avons à faire vivre nos structures de telle sorte que les travailleurs, les adhérents y trouvent fraternité, accueil chaleureux, efficacité, rigueur, respect de l'engagement pris, conscience, éducation, confrontation des idées, et soient effectivement présents pour préparer les luttes nécessaires à leur émancipation.

C'est parce qu'ils trouveront cela, qu'ils auront goût à venir et chercheront pour les plus conscients à donner de leur temps pour l'association dont ils sont fiers.

Alors demandons nous comment fonctionnent nos structures ?

Globalement, nos structures, que cela soit dans les entreprises, dans le syndicat ou la chambre syndicale ou encore à la Confédération, souffrent d'une désaffection des membres et méritent leur participation plus conséquente.

Quelque soit le niveau d'intervention, les militants et délégués doivent se rencontrer pour rendre compte du travail fait sur le terrain, le critiquer, l'améliorer, préparer les consultations des adhérents en assemblée générale, inscrire les adhérents dans les formations syndicales, suivre la pénétration des idées cégétistes, transmettre aux structures syndicales générale les informations

sollicitées ou les préoccupations des travailleurs. Tout cela ne peut se faire sans une réunion hebdomadaire ou mensuelle des militants de l'entreprise. Et pour que le lien de la section avec le syndicat ou la chambre syndicale ait du sens, il est nécessaire que des camarades de différentes sections des entreprises se dévouent et s'engagent au niveau de leur syndicat en mettant de l'enthousiasme à faire vivre le syndicat général. C'est dans le syndicat général que les militants ont une vue d'ensemble de ce qui se trame dans leur secteur et peuvent ainsi mieux comprendre l'intérêt de mener une action pour contrer tel mauvais coup des dirigeants.

Au-delà de chaque section syndicale, de chaque syndicat ou chambre syndicale, l'autre structure c'est celle de la Confédération. Les instances de direction ou d'exécution de la Confédération doivent être composées des meilleurs militants des différents syndicats et chambres syndicales.

Négliger ces instances pour s'investir uniquement dans son syndicat de base, affaiblit la confédération et la prive de perspicacité. Pour jouer un rôle efficace à l'échelle de la Martinique, pour être une boussole ou un phare pour le monde du travail, il faut que nous soyons en capacité d'apprécier justement ce qui se passe dans les différents secteurs où nous sommes implantés, d'analyser, de prendre du recul ou de la hauteur pour décider. Quand nous prenons une décision, nous devons être en capacité de la mettre en application. C'est la réalisation de tous nos objectifs qui crée le sentiment de réussite et encourage à poursuivre. Quelle association, quelle organisation peut avoir du répondant sans réunion de ses membres les plus conscients au niveau de toutes les structures : aucune.

Donner la vie à nos structures est primordial si nous voulons être à la hauteur des luttes de demain.

VOIR ANNEXE »mesures d'organisation »

NOS OBJECTIFS REVENDICATIFS

➤ Contre la baisse du pouvoir d'achat :

- Augmentation générale et substantielle des salaires, des pensions et des minima sociaux – 300€ pour tous
- Augmentation des salaires – des pensions et des minima sociaux en même temps que les prix (échelle mobile des salaires – des pensions à minima sociaux)
- Maintien de l'indexation du SMIC sur le coût de la vie

➤ Contre la précarité des emplois

- Transformation des emplois précaires en emplois permanents, durables, de titulaires et de CDI
- Remplacement des départs à la retraite par des CDI et emplois statutaires
- Contre le chômage
- Interdiction des licenciements dans toutes les entreprises qui font des bénéfices
- Suppression des aides à toute entreprise qui licencie
- Maintien de la durée hebdomadaire légale du temps de travail
- Détermination de la durée légale en intégrant la masse des travailleurs, sans emploi, sans diminution de salaire
- Contre la privatisation
- Développement des entreprises publiques, Santé, Education, Transport, Poste...
- Arrêt de la sous-traitance sinon exigence des mêmes salaires, avantages pour les salariés de l'entreprise sous-traitante
- Contrôle de la comptabilité des entreprises et arrêt du secret commercial, bancaire et industriel
- Contre la casse des organismes sociaux
- Arrêt des exonérations de charges sociales
- Election directe de salariés et représentation majoritaire dans toutes les instances politiques de ces organismes
- Abandon de la représentation majoritaire du patronat dans ces organismes
- Contre la pollution et contre la progression des Accidents du travail et maladies professionnelles
- Enquête épidémiologique sur les conséquences du chlordécone,
- Recensement des victimes de l'amiante et prise en charge
- Respect de la Santé au travail
-
- Contre l'isolement des salariés des petites entreprises
- Mises en place de délégués dans les entreprises de 10 salariés et moins.
- Reconnaissance du fait syndical Martiniquais

NOS OBJECTIFS ORGANISATIONNELS

- Améliorer le fonctionnement de nos sections, de nos syndicats et de la Confédération par la présence effective des membres dans les réunions de toutes ces structures
- Elargir notre implantation en renforçant notre secteur par de nouvelles sections de base dans les entreprises où nous sommes absents ou en pratiquant la proximité géographique par l'implantation de section dans l'entreprise proche de la nôtre
- Gagner la majorité aux élections prud'homales du 3 décembre, comme aux élections professionnelles
 - Pour assurer une meilleure défense des salariés
 - Pour améliorer notre représentativité dans différents organismes en Martinique

- Intégrer des jeunes militants dans toutes nos structures à l'échelle de la section, du syndicat comme de la Confédération
- Inscrire tout élu à une formation syndicale de départ et de base
- S'adresser, se rapprocher, rassembler les jeunes salariés et les gagner aux idées cégétistes
- Associer les adhérents aux tâches de leur choix.
- Pratiquer l'unité d'actions avec les autres sections, syndicats ou centrales syndicales pour renforcer le camp des travailleurs et mettre plus d'atouts pour le succès des revendications.
- Alimenter le site internet de la confédération en transmettant régulièrement soit une fois par semaine toute information.
- Pratiquer la solidarité active en communiquant avec ceux et celles qui sont en lutte en dressant partout où nous sommes la liste de ceux et de celles que nous devons toucher en cas de besoin.
- Poursuivre et améliorer les échanges internationaux déjà avec l'UTG, la CGTG, la CGTF et avec les organisations ouvrières implantées dans la Caraïbe,
- Engager la CGTM avec un statut d'observateur dans un certain nombre d'organisations syndicales internationales (préalablement séminaire de nos instances dirigeantes pour état des lieux et choix).

Annexe1

QUELQUES REPERES SUR LA SITUATION SOCIALE EN MARTINIQUE EN 2007

Population totale	399000	
Population active	167014	
Actifs ayant un emploi	124870	
Emplois salariés	113100	
dont Emplois aidés	13125	11%
dont Emplois à temps partiel imposé	19200	17%
Chômeurs (21,2% de la population active)	34500	
<i>Le nombre de chômeurs est calculé au sens du BIT ! (Bureau International du Travail)</i>		
Indicateurs de pauvreté	<i>74213 allocataires des minima sociaux dont 32393 allocataires du RMI</i>	

REPARTITION DE L'EMPLOI EN FONCTION DES SECTEURS DE L'ECONOMIE

Salariés de l'Etat et des collectivités :	38%	40670	
dont salariés de l'Etat		15070	
salariés des collectivités territoriales		18000	
salariés de la fonction hospitalière		7600	
Salariés du secteur privé :	62%	72430	
AGRICULTURE			
Nombre d'emplois salariés		8500	3758
nombre d'exploitations			
Dans le secteur de la banane			
Surface plantée en Ha	2006	7300	
Production de bananes en tonnes	2006	217000	
250 à 300 exploitations emploient 95% des 7000 ouvriers agricoles			
8% des plantations ont une surface >50Ha et font 65% de la production			
Dans le secteur de la canne			
Surface plantée en Ha	2006	3800	
Production de bananes en tonnes	2006	210000	
BATIMENT/CONSTRUCTION			
Nombre d'emplois salariés		6044	3871
Nombre d'entreprises			
INDUSTRIE			
représentant le travail de l'énergie, des industries agro-alimentaires, de la construction et la réparation navale ou le travail des métaux et l'industrie chimique			
Nombre d'emplois salariés		8117	2644
Nombre d'entreprises			
COMMERCE ET SERVICES			
Nombre d'emplois salariés du commerce		14979	7159
Nombre d'entreprises de commerce			
Nombre d'emplois salariés des entreprises de services aux entreprises		10246	
Nombre d'emplois salariés des entreprises de services aux particuliers		11802	
Nombre d'entreprises de services aux entreprises			4379
Nombre d'entreprises de services aux particuliers			3470

NB : Fin 2005 : 1037 entreprises comptent entre 10 et 50 salariés
130 entreprises comptent entre 50 et 200 salariés
15 entreprises comptent entre 200 et 500 salariés
1 entreprise compte plus de 500 salariés

Chiffres Publications Insee et IEDOM - PDRM (2007)

RAPPORT D'ACTIVITES

12^e Congrès 2008

LUTTES ET MOBILISATIONS

La période donnant suite au 11^{ème} Congrès de la CGTM a été très fructueuse en luttes dans le domaine social mais également sur des questions touchant aussi à notre identité culturelle ainsi qu'aux multiples attaques du gouvernement.

La mobilisation qui avait déjà commencé après le 10^{ème} Congrès sur les régimes de retraite, a continué en réponse aux attaques du gouvernement et s'est intensifiée contre les nouvelles mesures scélérates et anti-sociales:

- mobilisation contre la loi sur les bienfaits de la colonisation
- augmentation de salaire et lutte pour un meilleur pouvoir d'achat
- lutte contre les situations précaires
- lutte contre le démantèlement du service public
- lutte contre les réformes de retraite

La CGTM s'est constituée avec les autres centrales en intersyndicale autour d'une grande partie des revendications citées ci-dessus.

La CGTM a organisé des distributions massives de tract sur les dangers du Contrat Nouvelle Embauche (CNE) devant les établissements scolaires, ce qui a été suivi après, par plusieurs manifestations de rue appelées par les lycéens et les étudiants.

La Confédération a participé aux manifestations contre la venue de Nicolas SARKOSY en Martinique à l'époque ministre de l'intérieur ainsi qu'aux actions contre la loi sur les bienfaits de la colonisation.

Les caravanes qui ont été faites afin d'informer la population martiniquaise des lois scélérates du gouvernement n'ont pas obtenu le succès escompté.

La CGTM a participé avec les autres confédérations à des grèves à l'appel des organisations syndicales nationales.

Réuni en intersyndicale avec les autres centrales, la CGTM a appelé ses membres à se mobiliser sur des mots d'ordre commun qui concerne :

- le pouvoir d'achat
- l'emploi
- l'éducation

Il est à noter que ces 3 dernières années ont été particulièrement dures pour nos camarades de l'agriculture qui ont dû subir la volonté du patronat d'atteindre le marché libre de l'Europe et les dégâts suite au passage du cyclone DEAN.

Le système de santé a été particulièrement mis à mal par les attaques du gouvernement avec de nombreuses réformes scélérates.

La CGTM a participé à des grèves à caractères générales notamment le 04 octobre 2005, le 28 mars 2006, le 04 avril 2006, ou encore le 11 mai 2006 par les mouvements de soutien aux camarades du casino.

Dans leur secteur respectif les travailleurs ont exprimé leur mécontentement à travers des conflits.

MUNICIPAUX

La CGTM-SOEM continue le combat commencé depuis des années sur la titularisation, l'attribution des 40% aux non titulaires, l'application des primes, l'ouverture d'examen professionnel, le combat contre certains licenciements. En janvier 2006 par exemple des actions ont été menées dans les communes de Case-Pilote, Ducos, Vauclin, Rivière-Salée et François. C'est à chaque fois avec détermination que ces camarades poursuivent leurs combats pour le respect des droits.

Aujourd'hui le nombre de travailleurs non titulaires est passé de 85% à 25%. Nombreux sont les emplois aidés qui sont sur un plan de titularisation.

Deux grèves particulières : une de 15 jours contre une sanction disciplinaire infligée secrétaire général de la section du Centre de Gestion, l'autre de 1 jour lors de l'instruction relative à une diffamation contre le Secrétaire Général Daniel Gromat.

SANTE

Plusieurs grèves en 2005 pour dénoncer le manque de budget dans tous les hôpitaux. Déblocage de 10,5 millions d'€ et engagement d'une étude sur créances irrécouvrables, coefficient géographique.

Mobilisation des ASH contre la volonté de l'administration de diminuer leur nombre.

Rassemblement et mobilisation au stade de Dillon (fin novembre et début décembre 2006) pour s'adresser à la population sur la défense de l'hôpital

public dans les centres commerciaux avec tracts, prise de parole et banderoles.

Mobilisation pour la reconstruction du Centre hospitalier de Trinité

Mobilisation des différents établissements privés sur les salaires, la prime de vie chère et les conditions de travail.

SECURITE SOCIALE

Mobilisation sur les salaires car les directeurs ont obtenu 40 points.

Débrayage au service accident de travail afin de dénoncer les agissements abusifs du responsable.

Grève commune avec la CAF en mars 2007 suite à un appel national à la grève mais avec une plate-forme revendicative locale.

De manière générale, le syndicat s'est mobilisé pour le maintien des effectifs, l'amélioration du pouvoir d'achat des plus bas salaires, la reconnaissance du statut professionnel, le respect des prérogatives des représentants du personnel.

POMPIERS

Grève sur les conditions de travail et vétusté des locaux pour les pompiers du Marin, François.

Bonne utilisation de la Presse pour informer la population.

FRANCE TELECOM

Grève avec une plate-forme revendicative du personnel contractuel pour une revalorisation du salaire

Mobilisation commune Martinique, Guadeloupe, Guyane pour le maintien de tous les métiers.

AGRICULTURE

Discussion paritaire pour l'application d'un régime de retraite complémentaire au bénéfice des ouvriers agricoles.

La mobilisation des camarades pour obtention d'une prime exceptionnelle de 1000 euros. Les ouvriers agricoles par leur lutte ont favorisé le débat ouvert sur cette question. Des travailleurs de d'autres secteurs se sont mis à leur tour à revendiquer la prime.

EDUCATION NATIONALE

Grève pour dénoncer les contrats aidés du secteur.

METALLURGIE

Tentative de licenciement de plusieurs camarades. Mobilisation des salariés de d'autres secteurs afin de leur apporter un soutien.

COMMERCE

Grève à Leader Price pour obtenir une augmentation de salaire, obtention de 65 euros au lieu des 100 demandés.

Grève à Casino Batelière sur les salaires.

Conflit difficile à MCA sur les salaires qui s'est terminé par la liquidation de l'entreprise.

Grève à Martinique Catering service (Ex-Servair), menace de licenciement de plusieurs camarades délégués, recul de l'employeur sauf pour un qui a 2 affaires devant les Tribunaux.

Grève à Canon et occupation des lieux pour contraindre HO HIO HEN à négocier, refus total de ce dernier, l'entreprise est liquidée.

EDF

- Grève en décembre 2006 à l'échelle antillo-guyanaise, les camarades sont partis négociés en France.

- Mobilisation et interventions en direction des élus, de la population sur la privatisation de la production d'électricité en Martinique.

- grève de soutien aux camarades militants guyanais de l'EDF

Agents de sécurité

Grève de 2 semaines, accompagnée d'une opération molokoy et de blocage de la Générale de Menuiserie. Un protocole a été signé en intersyndicale, grève exemplaire par la grande participation des travailleurs et leur résistance jusqu'à la signature d'un accord.

CONFERENCES

DATE	THEME
6 FEVRIER 2006	La colonisation européenne au 19 ^{ème} siècle
18 décembre 2006	Décembre 1959
21 juillet 2007	L'insurrection du sud
21 décembre 2007	Décembre 1959
31 janvier 2008	Grève 1900
28 mars 2008	Grève des ouvriers agricoles du Lamentin 1961
TOTAL (6 réunions)	4 thèmes

SEMINAIRES

DATE	THEME
29 JUIN 2006	La solidarité
25 septembre 2006	NAO
28 novembre 2006	La sécu ,une mort programmée Vers la disparition de l'hôpital public
19 mars 2008	Pouvoir d'achat

REUNIONS SPECIALES

DATE	THEME
MARS 2006	CPE / CNE
MAI 2006	PRIVATISATION-PRODUCTION -ENERGIE

MANIFESTATIONS PARTICULIERES

70^{EME} ANNIVERSAIRE DU MOUVEMENT CEGETISTE
Lieu
THEATRE MUNICIPAL
CAMPUS
VVF STE-LUCE hommage à W.GUITTEAUD
COLLOQUE SUR ACCIDENT DU TRAVAIL – HANDICAP ET MAINTIEN De L’EMPLOI
Lieu
Hôtel Batelière
8 MARS – JOURNEE INTERNATIONALE DE LUTTE DES FEMMES
Lieu
Maison des syndicats
6 établissements hospitaliers
Sainte-Luce
VETIVER
Club nautique de Schoelcher
FILM – « les 16 de BASSE POINTE »
Lieu
Madiana

ACTIONS DE SOLIDARITE

THEMES
Casino - grève
MCA-grève
Film sur A. Alikér
Réunion inter-professionnelle pour solidarité Casino
Réunion inter-professionnelle pour MCA
Club méditerranée